

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5472 - Mardi 14 septembre 2021 - Prix : 10 DA

Centre du pays

Températures caniculaires sur cinq wilayas

Page 16

Gazoduc Nigéria-Europe via l'Algérie

L'étude de faisabilité terminée selon le P-DG de Sonatrach

Page 2

Cette obscure crise économique du Liban

Par Mohamed Habili

Maintenant que le Liban est parvenu à se doter d'un gouvernement, ce dont il a manqué pendant plus d'une année, le plus dur est fait, à ce qu'il semble tout au moins. Tout devrait aller plus vite pour sa population, dont des pans entiers ont basculé du jour au lendemain dans la grande pauvreté, des griffes de laquelle il faut s'appliquer maintenant à les tirer. Ils s'y sont trouvés moins par suite d'une crise économique, ou plus exactement financière, aux causes aussi aisément identifiables que conséquemment remédiables, moyennant bien sûr des efforts et des sacrifices, que d'une entreprise fomentée et conduite par une coalition internationale en vue de réformer politiquement leur pays. Le système financier libanais s'étant effondré, entraînant dans son sillage le niveau de vie de l'écrasante majorité des Libanais, pour des raisons à la fois de politique interne, régionale et internationale, le remettre sur ses pieds est de ce fait même un jeu d'enfant. Il suffit pour cela que les sanctions dont leur pays est, l'air de rien, l'objet, lesquelles tout compte fait sont de même nature que celles qui frappent la Syrie et l'Iran, soient levées par les parties qui les ont adoptées, les mêmes pour l'essentiel que dans les cas syriens et iraniens.

Suite en page 3

Une recette de près de 3 mds de dollars durant les huit premiers mois de l'année

Forte hausse des exportations hors hydrocarbures



La nouvelle politique de promotion des exportations hors hydrocarbures a porté ses fruits. Les objectifs tracés vont être atteints grâce à la nouvelle dynamique insufflée, ces derniers mois, par les autorités publiques.

Page 2

Covid-19

Réaménagement des horaires de confinement dans 31 wilayas

Page 3

Waadate Sidi Bendehiba à Mostaganem

Les medjahers sur la trace de leurs ancêtres

Page 4

Une recette de près de 3 mds de dollars durant les huit premiers mois de l'année

Forte hausse des exportations hors hydrocarbures

■ La nouvelle politique de promotion des exportations hors hydrocarbures a porté ses fruits. Les objectifs tracés vont être atteints grâce à la nouvelle dynamique insufflée, ces derniers mois, par les autorités publiques.

Par Massi Salami

En fait, la valeur des exportations algériennes hors hydrocarbures a augmenté lors des huit premiers mois de 2021, avoisinant les 3 mds de dollars soit 118%, a indiqué, hier, le

Gazoduc Nigéria-Europe via l'Algérie l'étude de faisabilité terminée selon le P-DG de Sonatrach

Le P-DG du groupe pétrolier public algérien, Sonatrach, Toufik Hakkar, a indiqué, hier à Alger, que l'étude de faisabilité du projet du gazoduc transsaharien (TSGP), reliant le Nigeria à l'Europe à travers l'Algérie et le Niger, est terminée et soumise aux entreprises des deux pays africains. Intervenant lors du Forum de la Chaîne I de la Radio nationale, Hakkar a précisé que cette faisabilité est liée notamment à la demande sur le gaz et surtout à l'étude du marché au vu de la baisse du prix du gaz, soulignant que le prix de ce dernier est passé de 10 dollars l'unité calorifique, il y a 10 ans, à moins d'un dollar en 2020. Ce qui pourrait, selon lui, «influencer sur la prise de décision de lancer un tel investissement», d'où la démarche de lancer une étude du marché pour déterminer la demande sur le gaz avant de trancher sur l'opportunité de s'engager dans ce projet. Selon le P-DG de Sonatrach, qui a réalisé l'étude de faisabilité, l'étude technique du projet est «ficalée et le tracé du gazoduc défini». Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, avait récemment indiqué que l'Algérie accordait un «intérêt particulier» à la concrétisation «rapide» du projet TSGP visant à connecter les gisements de gaz naturel nigériens à l'Europe via le réseau de gazoduc algérien. «Nous accordons un intérêt particulier à la concrétisation rapide de cet important projet qui donnera un nouvel élan aux relations entre nos deux pays, en termes de coopération technique et de renforcement des capacités», soulignait Arkab. Le projet induira, selon lui, des retombées socio-économiques importantes dans les pays de transit, dans le respect de la protection de l'environnement et du développement durable. A cet effet, le ministre avait ainsi réitéré le souhait de la partie algérienne de voir le Nigeria ratifier l'accord intergouvernemental relatif au projet TSGP signé en 2009 à Abuja. Le projet est inscrit au programme du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad). **R. M.**

ministère du Commerce dans un bilan. Selon les chiffres du ministère, les exportations hors hydrocarbures ont connu une hausse de 118% durant les huit premiers mois de 2021 soit 2.9 mds de dollars par rapport à l'année dernière où il a été enregistré un montant 1.34 milliard de dollars.

Les exportations hors hydrocarbures ont représenté 12,3% du total des opérations d'exportation effectuées lors des huit premiers mois de l'année en cours, a précisé le document, cité par l'agence officielle APS.

Parmi les produits les plus importants exportés, hors du secteur des hydrocarbures, figurent les engrais minéraux et chimiques azotés pour 886 millions de dollars, soit une hausse de 69,1% par rapport à la même période de l'année 2020 (524 millions de dollars).

La valeur des exportations de fer et d'acier s'est élevée à 595,78 millions de dollars, contre 28,76 millions de dollars pour la même période de l'année dernière, soit une hausse de 1971%. Quant aux produits chimiques inorganiques, ils ont également enregistré une augmentation significative de 234% dans les huit premiers mois 2021, atteignant 501,8 millions de dollars, contre 150,1 millions de dollars à la même période l'année dernière.

Par ailleurs, indique le même



document, les exportations des produits alimentaires à base de sucre ainsi que le miel ont augmenté à hauteur de 288 millions de dollars, contre

173 millions de dollars l'année écoulée soit une hausse de 66%. Le volume des articles manufacturés exportés a augmenté, quant à lui, à 190.81 millions de dollars, soit un taux de 6.54%, selon les détails du communiqué du ministère du Commerce.

Le ministère a qualifié le bilan de «positif» représentant «la nouvelle orientation de la politique du commerce extérieur tracée par le président de la République visant à réaliser une véritable diversification de l'économie nationale, se libérer progressivement de la dépendance aux hydrocarbures, traduire les efforts des pouvoirs publics et aplanir les difficultés.

En mai dernier, le secrétaire

général du ministère du Commerce, Redouane Allili, a indiqué que les exportations algériennes hors hydrocarbures pourraient atteindre les 5 milliards de dollars (USD) d'ici la fin 2021. «En dépit des conséquences de la crise sanitaire du Covid-19, nous avons pu multiplier les actions d'exportations hors secteur des hydrocarbures, ce qui nous permettra de réaliser un montant entre 4,5 à 5 milliards USD d'ici la fin de l'année»,

avait-il précisé.

De son côté, le directeur général par intérim de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), Abdelatif El Houari avait affirmé que «si nous continuons au rythme actuel des opérations d'exportations réalisées hors secteur pétrolier, le pays pourra atteindre l'objectif fixé par les hautes autorités de réaliser un montant de 4 à 5 milliards de dollars d'ici la fin 2021». **M. S.**

Bilan des dernières 24 heures

233 nouveaux contaminés et 18 décès

L'Algérie a enregistré 18 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit 2 cas de moins que le bilan d'hier (20), portant à 5 596 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une nouvelle baisse, avec 233 cas, soit 13 cas de moins par rapport au bilan d'hier (246), pour atteindre, au total, 200 301 cas confirmés. **R. N.**

APN

Benabderrahmane présente le plan d'action du gouvernement

Le Premier ministre, **A i m e n e** Benabderrahmane, a présenté, hier, à l'APN le plan d'action du gouvernement qui comprend plusieurs dossiers à débattre devant les députés. Le plan d'action adopté en aout dernier par le conseil les ministres, est axé essentiellement sur la relance de l'économie.

Au terme de la présentation de son Plan devant les membres de l'APN, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a précisé que le Plan d'action «sera concrétisé par l'adoption de feuilles de route sectorielles élaborées par chaque département ministériel, qui sera chargé de définir la matrice des activités et les objectifs attendus de chaque activité, ainsi que les délais de mise en œuvre prévus». Un mécanisme sera mis en place pour suivre et évaluer périodiquement et en continu sa mise en œuvre selon des indicateurs quantitatifs précis.

Ce plan se veut, selon le premier ministre, la ligne d'orienta-

tion sur laquelle sont fondées les démarches du gouvernement et qui ont pris en compte l'aspect opérationnel avec classement des priorités en fonction des exigences de la conjoncture actuelle. Les conjonctures économique et sociale que vit le pays ont coïncidé avec l'élaboration de ce plan, notamment dans la situation de crise sanitaire qui requiert du gouvernement de redoubler d'efforts, en vue de faire face à la pandémie, à ses répercussions et à ses retombées sur tous les plans, a indiqué le premier ministre.

Le gouvernement est ainsi, déterminé à œuvrer pour «concrétiser réellement la volonté de bâtir une Algérie nouvelle, en réponse aux aspirations du peuple algérien qui n'a de cesse plaider pour un Etat de droit et de souveraineté et souhaitant voir l'instauration d'une politique sociale juste et équitable, loin des pratiques de la corruption et du népotisme qui ont gangré l'économie nationale», a assuré le Premier ministre.

Afin de relever les défis aux-

quels fait face l'Algérie en vue de garantir une vie décente aux citoyens et assurer un avenir meilleur à nos enfants, Benabderrahmane a appelé tout un chacun, quel que soit le poste de responsabilité, à se mobiliser et à conjuguer les efforts.

Cette démarche, soutient Benabderrahmane, vise à «rétablir la confiance de notre vaillant peuple dans les institutions de l'Etat et reprendre son rôle en tant que partenaire contribuant à l'émergence de pratiques politiques saines et démocratiques».

La conjugaison des efforts de tous s'impose pour atteindre les objectifs tracés dans ce programme ambitieux, a soutenu le Premier ministre, assurant que le gouvernement souhaite travailler avec toutes les bonnes volontés dans ce pays, au service des intérêts de notre pays et de nos concitoyens, sous la direction éclairée du président de la République et conformément à ses instructions. «Le gouvernement travaillera avec les différents partenaires avec sincérité et abnégation afin d'atteindre les

objectifs de nos programmes et plans qui visent un développement inclusif et équilibré, afin d'améliorer la situation et la stabilité de l'Algérie au niveau intérieur et promouvoir sa place dans le concert des nations», a conclu le Premier ministre.

Le Plan comprend essentiellement l'engagement des réformes structurelles destinées à relancer l'économie nationale et moderniser le système bancaire et financier. Outre la relance de l'économie, le plan d'action du gouvernement est composé de quatre autres chapitres que sont la consolidation de l'Etat de droit, le développement humain et une politique sociale renforcée, une politique étrangère dynamique et proactive, ainsi que le renforcement de la sécurité et de la défense nationale.

La journée d'hier, ainsi que celle d'aujourd'hui, sont consacrées aux débats. La journée de jeudi sera consacrée à une séance plénière pour le vote du Plan d'action du gouvernement.

Louisa Ait Ramdane

Instructions pour revoir le mode de gestion des compagnies nationales

n Critiquant leurs gestion actuelle, le ministre des Transports, Aïssa Bekkai, a appelé les directeurs et gestionnaires des sociétés nationales du transport maritime à revoir le mode de gestion de ces compagnies, à moderniser leurs systèmes et à les rendre plus rentables, loin des aides du Trésor public.

Par Thininene Khouchi

Dans un communiqué rendu public hier, le ministre des transports s'est montré critique à l'égard du mode de gestion actuel des sociétés nationales du transport maritime. En effet, Aïssa Bekkai a appelé «à la modernisation du système des compagnies nationales du transport maritime» à «revoir le mode de gestion de ces compagnies», également à «rendre ces compagnies nationales du transport maritime plus rentables, loin des aides du Trésor public, à travers la rationalisation des dépenses et l'exploitation des moyens disponibles», a indiqué le communiqué du ministère des transports. Selon ce communiqué, «le ministre a présidé une réunion, samedi dernier en présence de cadres du ministère, du directeur général par intérim du Groupe algérien de transport maritime, de la directrice générale par intérim de Cnan-MED, du directeur général de Cnan-Nord, du P-DG de la Société nationale Shipping Company, ainsi que de leurs cadres et d'opérateurs du secteur privé national». Au terme de l'exposé présenté par les directeurs portant situation des compagnies au plan organisationnel et opérationnel, ainsi que certains obstacles auxquels elles sont confrontées, à l'instar du manque de la main-d'œuvre spé-



cialisée en la matière, de la maintenance des navires et du problème des conteneurs, le ministre a appelé à «revoir le mode de gestion de ces entreprises vitales, à moderniser leurs systèmes et à les rendre plus rentables, loin des aides du Trésor public, à travers la rationalisation des dépenses et l'exploitation des moyens disponibles». Dans ce cadre, Bekkai a demandé aux directeurs de coordonner de façon permanente entre les différents acteurs dans le fret maritime, y compris les opérateurs privés, ajoute-t-on de même source. Bekkai a également instruit les directeurs et responsables des compagnies nationales de transport maritime d'élaborer un plan d'ac-

tion et une vision globale pour aplanir les obstacles dressés devant ces établissements, les appelant à exploiter les capacités nationales disponibles en matière de fabrication de conteneurs en vue de booster l'économie nationale et préserver la devise. A la question de la maintenance, le ministre a insisté sur la coordination permanente avec l'Ecole supérieure maritime de Bou Ismaïl (Tipasa) qui offre des formations dans les différentes spécialités permettant de répondre aux besoins nationaux en termes de ressources humaines spécialisées et d'établir des bilans périodiques sur l'état de la flotte et l'évolution de son activité, selon le même communiqué. La rencontre

a permis aux responsables de ces entreprises de formuler une série de propositions pour le développement de la performance des sociétés et la promotion de leurs activités à travers la prospection des Opportunités de partenariat avec les opérateurs locaux et internationaux ainsi que le renforcement des structures de formation pour assurer une main-d'œuvre qualifiée. Pour leur part, les opérateurs privés ont exposé leurs expériences en matière de transport maritime à l'échelle internationale et leur vision future, évoquant les possibilités de coopération et de partenariat gagnant-gagnant avec les compagnies publiques.

T. K.

Covid-19

Réaménagement des horaires de confinement dans 31 wilayas

Le Premier ministre, ministres des Finances, Aïme n e Benabderrahmane, a décidé de réaménager les horaires de confinement partiel à domicile (de 22h à 5h) dans 31 wilayas, à compter d'aujourd'hui, dans le cadre du dispositif de gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie du coronavirus (Covid-19), a indiqué, hier, un communiqué des services du Premier ministre.

S'inscrivant toujours dans l'objectif de préserver la santé des citoyens et à les prémunir contre tout risque de propagation du coronavirus (Covid-19), ces mesures visent, au regard de la situation épidémiologique, à réaménager le dispositif actuel de protection et de prévention.

Les mesures édictées ci-après sont prévues pour une période de 15 jours et prennent effet à compter d'aujourd'hui.

En matière de confinement partiel à domicile, la mesure de

confinement partiel à domicile est réaménagée et reconduite.

La mesure de confinement partiel à domicile de 22 h jusqu'au lendemain à 5 h du matin est applicable dans les 31 wilayas suivantes : Laghouat, Oum El Bouaghi, Batna, Béjaïa, Béchar, Blida, Bouïra, Tébessa, Tlemcen, Tizi Ouzou, Alger, Jijel, Sétif, Saïda, Skikda, Sidi Bel Abbès, Annaba, Guelma, Constantine, Mostaganem, M'sila, Ouargla, Oran, El Bayadh, Boumerdès, El Oued, Khenchela, Souk Ahras, Naâma, Aïn Témouchent et Relizane. Ne sont pas concernées par la mesure de confinement à domicile les 27 wilayas suivantes: Adrar, Chlef, Biskra, Tamennasset, Tiaret, Djelfa, Médéa, Mascara, Illizi, Bordj Bou Arréridj, El Tarf, Tindouf, Tissemsilt, Tipasa, Mila, Aïn Defla, Ghardaïa, Timimoun, Bordj Badji Mokhtar, Beni Abbès, Ouled Djellal, In Salah, In Guezam, Tougourt, Djanet, El

Meghaïr et El Menéa. Les walis peuvent, après accord des autorités compétentes, prendre toutes mesures qu'exige la situation sanitaire de chaque wilaya, notamment l'instauration, la modification ou la modulation des horaires, de la mesure de confinement à domicile partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs communes, localités ou quartiers connaissant des foyers de contamination. En matière d'activités sociales et économiques, il est question de la levée de la mesure de fermeture, dans les wilayas concernées par le confinement partiel à domicile, des activités des marchés de ventes des véhicules d'occasion, des salles omnisports et les salles de sport, des maisons de jeunes, des centres culturels et les bibliothèques. La reconduction de la mesure de renforcement des mesures applicables aux marchés ordinaires et aux marchés hebdomadaires se rapportant au dispositif de contrôle

par les services compétents afin de s'assurer du respect des mesures de prévention et de protection et de l'application des sanctions prévues par la réglementation en vigueur à l'encontre des contrevenants. En matière de regroupements et rassemblements publics, il a été décidé la reconduction de la mesure d'interdiction, à travers le territoire national, de tout type de rassemblement de personnes et de regroupement familial, notamment la célébration de mariages et de circonscription et autres événements. Il est aussi question de reconduction de la mesure relative au retrait définitif de l'autorisation d'exercice de l'activité pour les salles des fêtes qui enfreignent l'interdiction en vigueur.

Par ailleurs, le gouvernement appelle les citoyens à maintenir le plus haut degré de vigilance devant le risque toujours important de rebond des cas de contamination et les invite à ce

LA QUESTION DU JOUR

Cette obscure crise économique du Liban

Suite de la page une

Ce qu'il y a de particulier dans son cas, c'est qu'il est dans les meilleurs termes avec ses voisins, et avec chacune des puissances qui recourent à cette arme de destruction massive que sont les sanctions économiques et financières. On ne peut en dire autant ni de l'Iran ni de la Syrie. Le Liban n'est pas plongé dans une crise économique, comme on le dit et répète depuis des mois, il est en butte à des sanctions économiques, qui ne disent pas leur nom. On en a pour preuve le refus du FMI de négocier avec son gouvernement, pourtant tout à fait régulier, sous prétexte qu'il n'avait pas la confiance de l'institution législative. Le gouvernement Diab ne procède par d'un coup d'Etat, que l'on sache. La réalité, c'est qu'on a laissé délibérément les difficultés économiques empirer, la pauvreté happer les Libanais par millions, dans l'idée de les faire se retourner contre le Hezbollah, et par là même obliger ce dernier à se transformer en un parti comme un autre. Ce programme n'est pas seulement celui des ennemis extérieurs de l'Iran, appartenant ou non à la région, mais également celui de plusieurs partis libanais. Ce qui dans leur cas est tout à fait compréhensible, du reste. Un pays où l'une des forces politiques est en même temps une armée plus puissante que l'armée régulière, ce n'est pas banal, il faut le reconnaître. Mais cela est une autre question. La formation du gouvernement Mikati s'est accélérée dès l'instant où le Hezbollah a obtenu de l'Iran qu'il livre le carburant manquant désespérément sur le marché libanais. Cette annonce a fait réagir les Etats-Unis, à travers leur ambassadrice à Beyrouth, qui se sont montrés brusquement disposés à faire venir le gaz égyptien et l'électricité jordanienne à travers la Syrie, pourtant au ban du monde des échanges. Pas de carburant iranien, pas de gaz égyptien ni d'électricité jordanienne. L'initiative conjointe du Hezbollah et de l'Iran a fait sauter des interdits américains apparemment intangibles. Ce qui a valu en l'espèce vaudra sans doute s'agissant des finances. Il suffira que les Etats-Unis donnent là aussi leur feu vert, c'est-à-dire lèvent leurs sanctions non déclarées, et le système financier libanais s'en portera tout à coup mieux.

M. H.

titre à poursuivre, de manière rigoureuse, le respect des gestes barrières et des différents protocoles sanitaires adoptés par le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus (Covid-19) et dédiés aux différentes activités économiques, commerciales et sociales. R. N.

WAADATE SIDI BENDEHIBA à Mostaganem

Les medjahers sur la trace de leurs ancêtres

■ Comme chaque fin de saison estivale, les habitants de la localité de Mesra fêtent leur saint patron, Sidi Bendehiba avec une grande ferveur pour marquer ainsi une croyance populaire définie dans des traditions ancestrales de la région.



Par Lotfi Abdelmadjid

Sidi Bendehiba est un marabout de grande popularité entouré d'une véritable mythologie populaire. Les medjahers, grâce à cette solennelle «waâd» veulent témoigner la vénération et le culte rendu à l'âme de Sidi Bendehiba. Dans cette région les gens célèbrent «tâam» juste après les vendanges, remerciant par le truchement, du «ouali» Dieu du bien-être dû à la bonne récolte. Celui dont la personnalité est un culte demeure un phénomène

de liaison sacrée, car il représente «l'être qui a un pied dans le monde des vivants et un autre dans celui des morts», comme dit l'expression populaire. C'est avec ces valeurs morales que la communauté medjahers» préserve ce patrimoine immatériel. A l'occasion de la fête de Sidi Bendehiba, se concentrent sur l'espace de la cérémonie, des milliers de visiteurs venus assouvir leur curiosité. L'attraction majeure de cette manifestation c'est la sublime fantasia à laquelle participent quelques centaines de cavaliers. Ces cava-

liers venus de toute la région et même de loin, bombent le torse sur leurs chevaux élégants parés de harnais somptueux et de décorations multicolores. Ses hommes à cheval se livrent à d'incroyables acrobaties et déchargent leurs moukhala (vieux fusil à poudre) dans une parfaite synchronisation en poussant des cris qui se confondent avec le galop de leurs chevaux. Cette extraordinaire mise en scène célébrant les cavaliers invincibles d'autrefois s'appelle la fantasia. A cette occasion, des waâdates des edjahers celles de

Sidi Bendehiba, comme celles de Sidi Charef, Sidi Larbi, Sidi Ladjel, la fantasia, l'attraction majeure qui réunit, à la fois les attraits de l'équitation et du folklore. Un admirable spectacle au cours duquel des cavaliers, vêtus de leurs plus beaux atours, mènent une charge héroïque, montés sur leurs fidèles destriers (eux-mêmes parés de harnais somptueux et de décoration multicolores), accompagnée de l'odeur du «baroud que répandent les fusils. A l'instar du paysage de fête et de l'ambiance l'attention

fut particulièrement concentrée sur l'organisation des mkadims. Au crépuscule, ces derniers invitent les visiteurs chez les familles qui ont érigé des tentes traditionnelles, attendent de recevoir leurs invités pour une soirée «couscous». Chaque famille medjaher, par tradition, offre le dîner en guise d'offrande à Sidi Bendehiba. Sur le grand espace, les petits commerces prennent place pour deux jours où l'on vend et achète tous types d'articles. Tous les soirs, les cheikhhs de la chanson bédouie s'installent, animant la waâda au son de la gasba et des meddahs jusqu'à des heures tardives de la nuit.

Il convient de souligner que pour un tel événement, il faut une organisation minutieuse et c'est ainsi que l'Association du taâm et rekb s'attelle à garantir aux visiteurs la totale sécurité. Une association dont les missions sont d'abord l'organisation et surtout la sécurité étant donné l'affluence de visiteurs attendus chaque fin de l'été au niveau de l'espace forestier réservé à la manifestation. Recevoir plus d'un millier de cavaliers, des centaines de véhicules et une impressionnante foule n'est pas une mince affaire, mais l'organisation pointue du festival a permis que l'événement se passe toujours dans des conditions très optimales. En 2021 le taâm de Sidi Bendehiba est conditionné par la crise sanitaire due à la Covid-19. Le couscous, le cheval, les cavaliers, le baroud et les meddahs, le baroud seront du rendez-vous sur l'esplanade de Sidi Bendehiba.

L. A.

Bataille de Sidi Zeggaï

Une épopée héroïque dans les monts de la Dahra de Mostaganem

La bataille de Sidi Zeggaï qui a eu lieu du 13 au 16 septembre 1956 au village El Kachkacha aux environs de Sidi Ali, est une des épopées héroïques de l'Armée de libération nationale (ALN) dans la région de la Dahra à l'est de la wilaya de Mostaganem, au vu de sa dimension stratégique et ses résultats militaires.

Cette bataille, menée par le chahid Mohamed Daoud dit Si Mohamed Djebli (1931-1956) juste après la tenue du Congrès de la Soummam ayant posé les bases d'organisation de la glorieuse révolution, a contribué à donner un élan à la lutte armée dans la région-est de la wilaya de Mostaganem, qui constituait un trait d'union entre les Wilayas historiques IV et V et un passage pour le ravitaillement en armes. Dans une déclaration à l'APS, le professeur spécialisé en histoire locale, Abdelkader Fadel, a affirmé que la bataille de El Kachkacha ou de Sidi Zeggaï, saint-patron de la région de Sidi Ali, est une des plus célèbres batailles de la Dahra, au vu des lourdes pertes infligées par l'ALN à

l'armée coloniale française.

Le chahid Si Mohamed Djebli a livré cette bataille acharnée à la tête d'une katiba (compagnie) de 73 moudjahid dans le but de faire échec aux tentatives du colonisateur français d'avorter le processus de réorganisation de la révolution dans la région de la Dahra au lendemain du Congrès de la Soummam, en engageant une action rapide contre cette compagnie sans mesurer les conséquences.

Pour le professeur Fadel, la férocité de cette bataille est due à la compétence du commandant chevronné Djebli, qui a scindé la katiba en six groupes pour une meilleure rapidité de mouvements assésnant des coups douloureux à l'ennemi.

Malgré l'utilisation de mortiers et de l'aviation par l'armée française, les moudjahidine lui ont infligé de lourdes pertes, tuant des dizaines de soldats français, faisant une centaine de blessés graves, abattant deux avions et endommageant un autre, a-t-il évoqué, ajoutant que dans cette bataille, 39 chahids sont tombés au champ d'honneur, dont Si Mohamed

Djebli et 30 moudjahids ont été blessés.

Dans une déclaration à l'APS, le Dr Mohamed Bellil, enseignant d'histoire moderne à l'université Ibn Khaldoun de Tiaret a estimé que la mission de la compagnie dirigée par Djebli, a atteint ses objectifs en dépit de la mort de son commandant et de moudjahidine, démentant la version française selon laquelle il a été mis fin à la révolution dans la région de la Dahra et dans l'Ouest algérien.

Les forces françaises tentaient de couper les communications entre la Wilaya IV historique et les renforts d'armes et d'empêcher la réorganisation de la Zone 4 de la Wilaya V historique, mais en vain, selon le même professeur.

Le Dr Bellil appelle à approfondir les recherches scientifiques sur cette bataille historique et de reconstruire les faits en se basant sur des sources et des documents, tout en se basant sur la stratégie militaire adoptée par l'ALN durant l'étape d'organisation de la révolution et de redéploiement géographique.

Dans le cadre de la préservation de la

mémoire nationale, les autorités de la wilaya de Mostaganem ont procédé, dans les années précédentes, à la réinhumation des dépouilles d'un nombre de martyrs de la bataille de Sidi Zeggaï au cimetière de chouhada de la commune de Sidi Ali, a rappelé la directrice de wilaya des moudjahidine et ayants droit, Dalila Benmessaoud, dans une déclaration à l'APS. Pour ce faire, les endroits dans lesquels se trouvaient les dépouilles des chouhada ont été recensés, notamment dans les maisons et les jardins (13 chouhada), avant de les exhumer, notamment au niveau du village Ouled Abbou et la région de Refaïfia, pour les réinhumer, dont 13 martyrs inconnus de la katiba de Si Mohamed Djebli.

La même responsable a fait savoir que la mémoire collective préserve encore les détails de la bataille, dont les endroits où les corps de chouhada ont été secrètement inhumés, afin d'éviter que le colonisateur ne les profane et les mutilent pour terroriser les habitants.

Y. M.

Tébessa

Grand engouement des citoyens sur le marché de gros des fruits et légumes

■ Le marché de gros des fruits et légumes de la ville de Tébessa connaît un grand engouement des citoyens, venus s'approvisionner en fruits et légumes à bas prix par rapport à ceux affichés dans les marchés en détail.

Par Salem K.

Approchés par l'APS, au marché de gros, des dizaines de citoyens ont exprimé leur satisfaction quant aux prix des fruits et légumes proposés sur le marché en gros comparés aux prix affichés aux marchés en détail et des différents points de vente, soulignant que cette hausse des prix les déroutent.

Nacereddine Belfateh, père de famille et employé dans une des administrations publiques, a affirmé que «depuis un certain temps, je me rends au marché de gros une fois par semaine pour m'approvisionner de divers types de légumes et fruits à des prix compétitifs, en grande quantité et de bonne qualité».

Il a ajouté que cette démarche l'a beaucoup aidé dans la gestion de ses dépenses ménagères soulignant que les prix de vente dans le reste des marchés de détail «dépassent le pouvoir d'achat du simple citoyen qui se retrouve parfois dans l'incapacité d'acquiescer les légumes de première nécessité».

De son côté, Mohamed Nouredine, retraité, a relevé qu'il achète des légumes et des fruits depuis plus d'un an sur le

marché en gros, compte tenu de leur abondance, de leur qualité et de leurs prix raisonnables par rapport aux autres points de vente, ajoutant que ses enfants s'approvisionnent en fruits et légumes également auprès du même marché.

Il a ajouté que le prix d'un kilogramme de pommes de terre sur le marché de gros est de 50 dinars, tandis que sur d'autres marchés de détail, il oscille entre 75 et 90 dinars. Quant à la tomate, elle est cédée à 60 DA le kg au marché de gros contre 85 DA dans les autres points de vente.

De leur côté, les vendeurs, dont la majorité sont des agriculteurs, ont salué la décision du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations qui leur permet de vendre leurs récoltes agricoles au niveau du marché de gros afin de mettre un terme à la hausse des prix des produits de large consommation, entamée avec les légumes et les fruits pour inclure les viandes rouge et blanche et même les légumineuses.

A cet égard, l'agriculteur Abdelouahab Messai qui possède des superficies agricoles importantes dans la commune de Houidjbet (est de Tébessa),



dédiées à la culture de la pomme de terre, réputées pour sa bonne qualité, a reconnu que la décision de vendre directement du producteur au consommateur leur permet de vendre leurs récoltes agricoles directement aux citoyens à des prix qui leur conviennent sans avoir recours à des intermédiaires.

La vente directe encourage

également les agriculteurs à diversifier leurs cultures et à augmenter les quantités de production, a-t-il ajouté.

Le même intervenant a relevé que les agriculteurs faisaient face à la détérioration de leurs productions en raison de l'absence de marchés de gros et de la spéculation qui flambent les prix des fruits et légumes.

Il est à noter que beaucoup de denrées alimentaires, légumes, fruits et viande connaissent depuis plus d'une semaine, une flambée des prix sur les marchés de la wilaya de Tébessa, se répercutant «négativement» sur le pouvoir d'achat des citoyens qui se trouvent parfois dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins. **R. S.**

Mostaganem

Le wali passe en revue les projets d'investissement

Mostaganem, le processus du développement local entrepris par les autorités de la wilaya dans le cadre des transitions actuelles vers une Algérie nouvelle est passé comme une priorité capitale notamment dans l'action publique. Il est certain que l'intérêt du chef de l'exécutif est de démontrer comment l'administration de la wilaya à travers ses différents secteurs constitue un acteur de développement local, étant considérée comme la collectivité territoriale principale et l'assise de durabilité. C'est ainsi, que la contribution au développement de son territoire est donc un objectif bien dressé sur la feuille de route

du wali. A cet effet, les projets du développement local inscrits ont fait l'objet d'une rencontre au cabinet du wali. A l'occasion de cette réunion à laquelle ont assisté le secrétaire général et tous les responsables des secteurs Mr Aissa Boulahya a passé en revue les divers projets d'investissement enregistrés au compte du développement public notamment ceux du Plan sectoriel du développement. Faire avancer les projets à la traîne passe d'abord par l'analyse des consommations des budgets alloués à ses opérations. Afin d'avoir de la visibilité, l'analyse financière et physique a concerné l'ensemble des secteurs. Ces analyses

ont fait l'objet d'un rapport émanant de la direction de la programmation et du budget qui concerne les opérations jusqu'au 31 août 2021.

Le transport, l'industrie, l'action sociale, l'urbanisme, le logement, l'administration locale, le contrôle financier, ce sont les secteurs cités dans le rapport présenté lors de cette rencontre. Par ailleurs, la présentation rapporte que 142 opérations inscrites ont été achevées à 100%. Le chef de l'exécutif donne des instructions en vue de clôturer toutes ses opérations afin d'assainir les situations des créances restantes. Les clôtures et l'assainissement des opérations permettra à la wilaya

de bénéficier de nouveaux projets de développement au compte des programmes de l'année 2022. Pour ce qui est des 92 projets en cours de réalisation, le wali insiste sur le suivi continu de ces derniers afin de permettre leur achèvement des délais qui leur sont prescrits. D'autre part le chef de l'exécutif revient sur la nécessité du suivi sur le terrain afin de veiller à l'amélioration du cadre de vie des citoyens.

A la fin de la rencontre il a recommandé vivement des sorties sur le terrain afin d'impulser la dynamique du développement local.

Lotfi Abdelmadjid

Laghouat

Des carrés attribués aux agriculteurs au marché de gros des fruits et légumes

Des carrés ont été attribués aux agriculteurs au marché de gros des fruits et légumes de Laghouat pour la vente directe au consommateur de leurs produits, sans passer par des mandataires, a-t-on appris hier, des responsables de cet espace commercial.

En application de l'instruction du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, portant autorisation aux agriculteurs de commercialiser leurs produits directement au consommateur, à travers les marchés de gros et en détail des

fruits et légumes, des carrés ont été attribués, sur simple présentation de la carte professionnelle, aux agriculteurs pour l'exposition-vente de leurs produits au niveau de cet espace commercial, en plus de la grande place au centre du marché, a indiqué à l'APS le chargé de la gestion du marché, Abdelmadjid Bentouati.

Le marché des fruits et légumes a enregistré l'afflux de nombreux agriculteurs désireux d'exploiter cet espace commercial pour l'exposition-vente de leurs récoltes, sans devoir passer par des mandataires, a souli-

gné Bentouati en signalant que des actions sont menées pour organiser le marché de façon à accueillir le plus grand nombre d'agriculteurs de la région.

Tahar Kasmi, fellah de son état, a affirmé que «les agriculteurs sont étonnés des prix élevés des fruits et légumes au niveau des commerces de détail, comparativement à ceux auxquels ils cèdent eux leurs récoltes aux mandataires et aux commerçants de gros», ajoutant que «les écarts font grimper le prix final à des seuils que le consommateur ne peut suppor-

ter».

Dès lors, la mesure introduite par le ministère de tutelle est de nature à réguler les prix des fruits et légumes, de sorte à contribuer à la préservation du pouvoir d'achat du consommateur, a-t-il estimé.

Selon le directeur du Commerce de la wilaya de Laghouat, Guermane Mouldaya, l'application de cette instruction ministérielle a entraîné «une baisse remarquable» des prix des produits de consommation. Les services du secteur s'emploient aussi à l'or-

ganisation quotidiennement de sorties sur le terrain des brigades mixtes (commerce, agriculteur, services sécuritaires) pour le contrôle du marché et la lutte contre le monopole et la spéculation, a-t-il dit.

La nouvelle mesure introduite par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations est de nature à «contribuer concrètement à la stabilisation des prix des fruits et légumes, et, ainsi, à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen», a-t-il souligné.

R. H.

Commune de Aïn Abid à Constantine

25 projets de développement pour les zones d'ombre

■ La commune de Aïn Abid (43 km au sud-est de Constantine) a bénéficié de 25 projets de développement, tous secteurs confondus, au profit des villages et des zones d'ombre, a révélé dimanche, le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC).

Par Younès F.

Dans une déclaration à l'APS, le président de cette collectivité locale, Redouane Abdelali a indiqué que ces projets sont liés aux secteurs des travaux publics, le raccordement aux réseaux du gaz et d'électricité, la réalisation des conduites d'assainissement en plus d'autres actions d'alimentation en eau à travers le forage des puits. Ces projets, a-t-il fait savoir, s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie de la population du monde rural, entre autres, les zones d'ombre.

La commune de Aïn Abid a bénéficié d'un projet de réalisation d'une plus grande centrale électrique de la wilaya de Constantine qui permettra d'améliorer l'alimentation de plusieurs communes de la wilaya de cette énergie, a-t-on précisé. Le même responsable a déclaré que ce projet, qui figure parmi les plus importantes opérations inscrites au profit de cette collectivité locale, sera réalisé dans la zone de Sekraniya sur une superficie de 40 ha et permettra la création de près de 3 000 postes d'emploi. Une enveloppe financière de plus de 7,70 milliards de DA

a été allouée pour l'aménagement de la zone industrielle située à proximité de la région de Laâttatefa, destinée à accueillir des projets d'envergure dans cette commune, a ajouté le P/APC. Les contrats d'attribution seront remis aux investisseurs, une fois les travaux réceptionnés afin de leur permettre de concrétiser les projets et de contribuer à la création de postes d'emploi, a-t-on affirmé.

Il est prévu avant la fin de l'année 2021, le raccordement de quatre sites ruraux au réseau électrique, en l'occurrence les villages de Bordj M'hilis, de Mezala, d'El Keria et de Zehana, a-t-on souligné.

La même source a révélé dans ce même contexte qu'une autre opération relative à l'approvisionnement en énergie gazière du village Zenatiya, a été entamée en étroite collaboration de la direction de distribution de l'électricité et du gaz.

S'agissant des projets de désenclavement et de réalisation des pistes rurales, plusieurs actions ont été lancées dans les



zones de Bordj M'hilis, d'El Mehada, et de Ayat Adassi, a précisé le même élu, soulignant que deux opérations d'aménagement des routes et des trottoirs ont été inscrites au profit de Douar Laâttatefa et du quartier chahid Nourî Salih, également appelé El Boustane 2.

Le quartier chahid Mohamed Redouane a aussi bénéficié d'une enveloppe financière esti-

mée à 300 millions de DA pour la réalisation le réseau d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable du village Zenatiya qui sera réceptionné avant la fin de l'année en cours, en plus d'une opération d'approvisionnement de la mechta de Bechichiya en citernes d'eau. A noter que, la commune de Aïn Abid compte 25 zones d'ombre, 90% de ses villages

ont été pris en charge en matière de développement, notamment le raccordement aux réseaux d'eau potable, d'assainissement, d'électricité, de gaz et d'ouverture des pistes, afin de contribuer à la fixation de la population dans leurs zones d'origine et les aider à exercer leurs activités au profit de l'économie local et national.

Y. F.

16 nouvelles infrastructures scolaires pour la rentrée prochaine

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Constantine sera renforcé, au titre de la prochaine rentrée scolaire prévue le 21 septembre, de 16 établissements scolaires dans les trois paliers, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale du secteur.

La majorité de ces structures scolaires a été affectée au bénéfice des nouveaux pôles urbains dans le cadre de l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves issus des familles nouvellement logées, a précisé à l'APS, le chargé de l'information et de la communication de la

direction de l'éducation, Djamel Benchanaâ.

Il s'agit, a souligné le même responsable, de trois lycées réalisés à l'unité de voisinage (UV) 21 (extension Ouest de la circonscription administrative Ali Mendjeli), au nouveau site urbain Retba dans la commune de Didouche Mourad et la nouvelle ville Massinisa à El Khroub, faisant savoir que chacune de ces infrastructures dispose de 30 classes.

Dans le cycle moyen, quatre collèges d'enseignement moyen (CEM) de 16 à 30 classes, dont deux implantés à l'extension

ouest de la circonscription administrative Ali Mendjeli et le reste aux nouveaux pôles urbains Retba et Massinisa, seront fonctionnels pour la prochaine rentrée scolaire, a ajouté le même responsable.

A Constantine, la rentrée scolaire 2021-2022 sera aussi marquée par l'entrée en exploitation de neuf écoles primaires, selon les données fournies par les services de la direction de l'éducation.

La même source a détaillé, concernant ce palier, que quatre groupes scolaires ont été réalisés au niveau des unités de voi-

sinage UV 17 et 21 à Ali Mendjeli, deux au nouveau site urbain Retba et un autre à la nouvelle ville Aïn Nehas (El Khroub) tandis que le reste est réparti sur les communes de Constantine et Aïn Smara.

Une fois entrés en service, a-t-on affirmé de même source, ces établissements éducatifs permettront d'atténuer le problème de surcharge des classes et d'améliorer les conditions de travail du personnel du secteur et de scolarisation des élèves afin d'arriver à des résultats meilleurs.

R. L.

Naâma

Réception prochaine de quatre réservoirs d'eau

Quatre réservoirs d'eau d'une capacité globale de 2 000 m³ seront réceptionnés prochainement dans des zones d'ombre de la wilaya de Naâma, a-t-on appris auprès de la direction des ressources en eau (DRE).

Il s'agit de la mise en service d'un réservoir d'une capacité de 500 m³ dont les travaux ont été achevés au niveau du village Touadje, dans la commune de Naâma, ainsi que de trois autres dont les travaux sont en cours d'achèvement au niveau de la commune de Mecheria, à réceptionner, au plus tard, fin

septembre courant, a-t-on indiqué de même source.

Cet été, des installations de stockage similaires ont été réceptionnées et mises en service dans les zones d'ombre des villages de Hachaya (500 m³), de Hassi Labiad, dans la commune d'Asla, et de Fortassa, dans la commune de Sfisifa, d'une capacité de 250 m³. Dans le cadre du même programme, deux autres réservoirs d'eau d'une capacité de 3 000 m³ chacun sont en cours de réalisation pour alimenter la population en eau potable à travers les nouvelles zones

urbaines, la cité 17 Octobre, dans la commune de Aïn Sefra, et le village Bendouma relevant de la même collectivité locale, a-t-on indiqué à la DRE, soulignant que les deux réservoirs seront livrés dans les plus brefs délais. Ces opérations entrent dans le cadre du programme de développement en cours au niveau de la wilaya, comprenant la réalisation de 12 réservoirs d'eau d'une capacité de stockage variant entre 250 à 3 000 m³.

Ces projets, qui font l'objet de suivi et d'accélération des travaux afin de réceptionner ce

programme dans sa totalité avant la fin de l'année en cours, contribueront à augmenter les capacités de stockage et garantir une alimentation régulière des habitants en eau potable, notamment les zones d'ombre qui ont bénéficié du plus grand quota des projets. Pour couvrir les besoins des habitants en eau potable, la wilaya de Naâma compte sur 95% installations d'eau potable d'une capacité de stockage de 41 950 m³ à partir de 89 forages souterrains et fournit, quotidiennement, plus de 122 000 m³ d'eau.

F. K.

Radio Mostaganem Début de diffusion en 24h/24

La Radio nationale depuis Mostaganem a entamé, dimanche, la diffusion en 24h/24 de ses programmes, a-t-on appris de la directrice de cet établissement de communication, Fatima Zohra Belhadj Youssi. Dans une déclaration à l'APS, Mme Belhadj Youssi a indiqué que «l'extension de la diffusion de la radio locale de Mostaganem intervient dans le cadre des efforts de la direction générale de la Radio nationale visant à diversifier le contenu des programmes radiophoniques et la présence permanente au cœur des événements nationaux et locaux, et garantir le droit des citoyens à une information objective et complète».

La radio locale a mis en place une grille comprenant près de 55 programmes (directs et enregistrés) en fonction du rôle de cette établissement de communication de proximité dans le cadre du service public, notamment dans les domaines du développement local et de la transmission des préoccupations des citoyens.

T. K.



Corée du Nord

Tirs d'essai d'un nouveau missile de croisière longue portée

■ La Corée du Nord a annoncé hier avoir effectué avec succès des tirs d'essai d'un nouveau «missile de croisière longue portée» durant le week-end, suscitant l'inquiétude de Washington quant aux menaces que cela fait peser sur ses voisins.

Par Mourad M.

«C

ette activité souligne le développement continu par la Corée du Nord de son programme nucléaire et les menaces que cela fait peser sur ses voisins et la communauté internationale», a réagi le Pentagone dans un communiqué.

Les tirs d'essai se sont produits samedi et dimanche, selon l'agence officielle KCNA.

Les précédents tirs nord-coréens, en mars en mer du Japon, avaient déjà été interprétés comme un signe de défi à

l'égard de l'administration du président américain Joe Biden.

Les missiles, dont KCNA a publié des photos, ont parcouru une trajectoire de 1 500 km, avant d'atteindre leur cible, non spécifiée par l'agence, qui évoque des «armes stratégiques de grande importance».

«L'efficacité de ce système d'armement a confirmé son excellence», a affirmé l'agence officielle nord-coréenne, célébrant une arme de dissuasion destinée à «contrer les manœuvres militaires des forces hostiles. Ces missiles de croisière longue portée, s'il est confirmé

que le pays les possède, représenteraient une avancée technologique pour la Corée du Nord, selon les analystes.

L'armée sud-coréenne, qui est habituellement la première source d'information sur les tirs nord-coréens, n'a pas confirmé ce tir dans un premier temps.

«Nos militaires mènent une analyse détaillée, en coopération étroite avec le renseignement sud-coréen et américain», a prudemment réagi l'armée sud-coréenne.

Pour le Japon, un missile d'une telle portée «présenterait une menace pour la paix et la sécurité du Japon et de la région alentour».

«Le Japon est très préoccupé», a déclaré le porte-parole du gouvernement Katsunobu Kato à des journalistes. Tel qu'il est décrit, ce missile représente une menace considérable», s'inquiète Park Won-gon, spécialiste de la Corée du Nord à la Ewha Womans University, interrogé par l'AFP. «Si le Nord a suffisamment miniaturisé les têtes de ses missiles nucléaires, elles peuvent aussi être chargées sur des missiles de croisière», spéculait-il, redoutant de nouveaux tests, «fort probables». La reprise des tirs d'essai est une réponse aux exercices conjoints des armées sud-coréenne et américaine le mois dernier, estime M. Park.

Cette manœuvre de Pyongyang intervient aussi quelques jours après que la Corée du Sud a annoncé un tir d'essai d'un missile mer-sol balistique stratégique (MSBS) de sa propre fabrication.

Jeffrey Lewis, du Middlebury Institute for International Studies, s'inquiète lui aussi d'un nouveau type de missile capable d'at-



Ph. > D. R.

teindre des cibles en Corée du Sud et au Japon.

«C'est un nouveau système, fait pour passer sous les radars de défense anti-missile», s'inquiète-t-il. La Corée du Nord avait pourtant donné des signes de bonne volonté, avec la semaine dernière une parade de tracteurs et de camions de pompiers plutôt que des habituels chars d'assaut et missiles, pour son troisième défilé en moins d'un an, à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de la République démocratique populaire de Corée, nom officiel du Nord de la péninsule.

Pyongyang a utilisé les défilés militaires à plusieurs reprises par le passé pour envoyer des messages à l'étranger et à sa propre population, généralement lors de certains anniversaires.

Plusieurs résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies interdisent à la Corée du Nord la poursuite de ses programmes d'armements nucléaires et de missiles balistiques.

Mais, bien que frappé par de multiples sanctions internationales, ce pays a rapidement développé ces dernières années ses capacités militaires sous la direction de Kim Jong Un.

La Corée du Nord a procédé à plusieurs essais nucléaires et testé avec succès des missiles balistiques capables d'atteindre les Etats-Unis.

Les pourparlers sur le nucléaire avec Washington sont suspendus depuis l'échec du sommet de Hanoï en février 2019 entre Kim Jong Un et Donald Trump. Le représentant de l'actuel président américain Joe Biden pour la Corée du Nord a exprimé à plusieurs reprises sa volonté de rencontrer ses homologues nord-coréens «n'importe où, n'importe quand».

L'administration Biden a promis une «approche pratique, calibrée», avec des efforts diplomatiques pour inciter Pyongyang à abandonner son programme d'armement, ce à quoi la Corée du Nord ne s'est jamais montrée prête. Fin août, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) avait fait état de «signes» indiquant que la Corée du Nord semblait avoir redémarré son réacteur produisant du plutonium dans le complexe nucléaire de Yongbyon. L'AIEA avait estimé que les signes de fonctionnement du réacteur étaient profondément troublants.

M. M.



Commentaire

Avenir

Par Fouzia Mahmoudi

L

ongtemps présagée puis attendue, la candidature d'Anne Hidalgo à la présidentielle de 2022 est désormais officielle.

Après plusieurs mois de rumeurs et de déplacements politiques ressemblant à une précampagne électorale, la maire socialiste de Paris a confirmé son intention de briguer l'Élysée, ce dimanche. Elle a rendu visite à Nicolas Mayer-Rossignol, maire PS de Rouen, et a donné le coup d'envoi de sa campagne électorale depuis les docks de cette ville préfecture de la Seine-Maritime mettant en avant son ambition de rassembler la gauche et focaliser les débats sur les thèmes centraux qu'elle défend. Anne Hidalgo n'a pas choisi les docks de Rouen au hasard. La transition écologique, qu'elle défend au quotidien à Paris, est un axe majeur dans sa campagne électorale. Un site comme celui-ci était donc idéal pour promouvoir la reconversion industrielle. La maire socialiste de la capitale a l'intention de défendre tous ses autres chevaux de bataille (le droit des femmes, la mise en valeur des classes moyennes et populaires, les inégalités sociales, l'emploi, l'école...) à l'échelle de la France. «Je veux que tous les enfants de France aient la même chance que celle qui m'a été donnée», a affirmé la maire de Paris, qui a rappelé ses origines espagnoles et avoir choisi la nationalité française à 14 ans. «Je suis candidate pour offrir un avenir à nos enfants. À tous nos enfants», a-t-elle insisté. Sa déclaration intervient trois jours avant la sortie de son livre Une femme française, où elle dévoile quelques-unes de ses priorités. Si elle est élue présidente au printemps 2022, Anne Hidalgo a l'intention de mettre son quinquennat aux services des «invisibles», les soignants, les caissières, les enseignants, qui «font marcher la société» au quotidien, comme elle l'écrit dans son livre, et qui ont permis à la France de tenir le coup tout le long de la crise sanitaire. Lors de son discours, Anne Hidalgo n'a pas hésité à attaquer directement Emmanuel Macron, lui reprochant d'avoir trahi ses promesses électorales de 2017. «Le quinquennat qui s'achève devait unir les Français, il les a divisés comme jamais. Il devait régler des problèmes sociaux, il les a aggravés. Il devait protéger notre planète, il a tourné le dos à l'écologie», a-t-elle tancé. «Nous devons réinventer notre modèle français fragilisé par ces crises multiples», sanitaires, climatiques, a déclaré la candidate, affirmant vouloir rétablir «le respect» et l'unité du pays. Elle a ajouté vouloir «commencer par mettre fin au mépris, à l'arrogance, au dédain, à la condescendance de ceux qui connaissent si mal nos vies, mais décident loin de nous, de tout, tout le temps, sans nous», décidée à se détacher de l'image parisianiste que lui collent ses opposants. D'ailleurs, poignée d'entre eux, bloqués derrière des barrières à quelques centaines de mètres, se sont fait entendre pendant son discours en brandissant une pancarte «Paris aujourd'hui, demain la France. Stop au saccage», en référence à la campagne à Paris dénonçant les travaux dans la capitale. La candidature d'Anne Hidalgo est ainsi une opportunité pour le parti socialiste de mettre en avant l'une de ses personnalités les plus importantes, l'une des rares à avoir résisté à l'appel de la nouveauté que représentaient Emmanuel Macron en 2016-2017. Surtout une candidature d'Hidalgo signifie que le PS n'aura pas à s'effacer, piteusement, au profit des écologistes en 2022, comme il l'avait annoncé il y a une année faute alors de candidats socialistes crédibles et pourra comme il le fait depuis près d'un demi-siècle, présenter son propre candidat à la course à l'Élysée.

F. M.

Niger

La menace d'une crise alimentaire s'ajoute à la peur des attaques jihadistes

«L

es terroristes ont tué nos maris, ils ont brûlé nos vivres, ils ont emporté notre bétail». Comme de nombreux habitants de l'Anzourou, dans l'ouest du Niger, le quotidien de Maïmouna Moukaïla est rythmé par des attaques jihadistes meurtrières qui font désormais planer la menace d'une crise alimentaire.

«Nous n'avons plus de vie» soupire t-elle, drapée dans un grand voile blanc.

L'Anzourou, composée d'une cinquantaine de villages et hameaux fait partie de l'immense et instable région de Tillabéri (100 000 km²), riveraine de la zone des trois frontières (Niger, Burkina Faso et Mali),

théâtre depuis des années d'actions sanglantes de groupes jihadistes liés à Al Qaïda et à l'Etat islamique (EI).

Ces derniers mois, les attaques, souvent perpétrées par des assaillants à moto, se sont intensifiées contre les civils de cette zone aux vallées très boisées. «Nous dormons la peur au ventre et la main sur le cœur, au moindre bruit de moteur on sursaute», confie à l'AFP, Abdou Oumarou, natif de Gadabo, un autre village ciblé.

Selon Maïmouna Moukaïla, «craignant pour leur vie, infirmiers et enseignants ne veulent plus rester et beaucoup de femmes ont perdu des nouveau-nés faute d'assistance sanitaire».

«Les vols, pillages, incendies de greniers à céréales, assassinats ciblés persistent. Les terroristes tirent sur tout ce qui bouge y compris sur des enfants», confirme Halidou Zibo, le maire d'Anzourou, arborant une écharpe aux couleurs du Niger.

En mars, les autorités ont réinstallé 12 000 habitants qui avaient fui à Tillabéri, la capitale régionale, après une série d'attaques et d'ultimatums lancés par des groupes jihadistes.

Des soldats lourdement armés ont depuis été déployés pour veiller sur les habitants.

Mais la vie est loin d'avoir repris son cours normal, a constaté un journaliste de l'AFP, début septembre.



ASO Chlef

Beldjilali rejoint le club saoudien de Bisha

Le meneur de jeu de l'ASO Chlef, Kadour Beldjilali s'est engagé avec le club "Bisha", pensionnaire de la deuxième division d'Arabie saoudite de football, a annoncé dimanche la direction de la formation chélifienne. «Kaddour Beldjilali est le deuxième élément à quitter l'ASO au cours de cette intersaison. Il vient d'acter son départ vers le club de Bisha. Nous lui souhaitons plein succès», a indi-

qué la direction chélifienne via sa page officielle Facebook. Il s'agit de la deuxième expérience à l'étranger pour le natif d'Oran après avoir déjà porté les couleurs de l'Etoile du Sahel en Tunisie au cours de l'exercice 2014-2015.

Le joueur de 32 ans a passé une saison et demie à l'ASO Chlef, au cours desquelles il a fait 30 apparitions pour sept buts.

JSM Tiaret

Belatoui nouvel entraîneur

L'ancien international, Omar Belatoui est devenu le nouvel entraîneur de la JSM Tiaret, a-t-on appris dimanche de ce club de Ligue deux de football (Gr. Centre-Ouest). Belatoui, qui était en négociations avancées avec le président du CR Témouchent, pensionnaire de la même division, a finalement choisi d'opter pour Ezzarga. Il avait entraîné la saison passée le MC Oran

(Ligue 1) son club formateur, mais il n'est pas allé au terme de l'exercice, rappelle-t-on. La JSMT a connu, dernièrement, une démission collective de son staff dirigeant, à sa tête Sofiane Boumediene, conduisant à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire mardi passée pendant laquelle il a été mis en place un directoire pour gérer les affaires du club.

Jeux méditerranéens (Oran-2022)

Le Président Tebboune ordonne d'augmenter la cadence des préparatifs

Le président de la République, Chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune a appelé, dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidé, à la nécessité d'augmenter la cadence des préparatifs des Jeux méditerranéens 2022 d'Oran en vue de pallier le bilan négatif enregistré lors des derniers Jeux Olympiques.

Le président de la République a donné des instructions pour «augmenter la cadence des préparatifs des Jeux méditerranéens qu'abritera notre pays, notamment l'organisation de stages et de compétitions préparatoires à tous les niveaux en vue de pallier le bilan négatif enregistré lors des derniers Jeux Olympiques», indique un communiqué de la présidence de la République. Tebboune a insisté

sur «l'éventualité d'établir des partenariats internationaux pour la formation d'athlètes en vue de les encourager à participer aux prochains Jeux méditerranéens 2022», appelant à «accorder davantage d'intérêt aux athlètes spécialisés dans des disciplines olympiques en vue de réaliser de meilleurs résultats». Le président de la République a insisté également sur l'importance «d'accorder un intérêt particulier aux sports scolaires et universitaires dans diverses spécialités et organiser des championnats locaux, de wilaya et régionaux en vue de lancer un projet sportif national», appelant à «la réorganisation du Lycée sportif, de sorte à ouvrir des annexes régionales à Constantine, à Oran et à Ouargla, après définition précise de l'engagement des élèves sur cette spécialité en milieu éducatif».

Transfert de tous les dossiers des projets de réalisation des grandes infrastructures sportives au ministère de l'Habitat



Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a ordonné, dimanche lors du Conseil des ministres qu'il a présidé, le transfert de tous les dossiers des projets de réalisation des grandes infrastructures sportives au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, indique un communiqué de la présidence de la République. Après l'ouverture de

la séance par le Président Tebboune, la présentation de l'ordre du jour et l'exposé du Premier ministre sur l'action du gouvernement durant la dernière quinzaine, et après avoir écouté les exposés des ministres, le Président de la République a donné des orientations concernant plusieurs secteurs dont celui des Sports. Parmi ces orientations, le Président Tebboune a ordonné «le transfert de tous les dossiers des projets de réalisation des grandes infrastructures sportives au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, en vue d'assurer un suivi permanent et efficace de leur réalisation».

Ligue des champions (tour préliminaire aller)

Le CRB perd, mais garde ses chances

■ Le CR Belouizdad s'est incliné sur le score d'un but à zéro, 1-0 chez les Nigériens d'Akwa United, en match disputé dimanche après-midi au Stade Godswill d'Uyo, pour le compte du tour préliminaire «aller» de l'épreuve reine des compétitions continentales inter-clubs, mais cela n'entame en rien ses chances de passer au prochain tour.



Les Belouizdadis se doivent d'être contrôlés sur leur sujet lors du match retour

Par Mahfoud M.

Les Rouge et Blanc avaient tenu bon pendant pratiquement tout le match, avant de craquer à la 87^e minute devant Friday Ubong, auteur de l'unique réalisation nigérienne dans cette rencontre. Ce résultat est plus ou moins positif, surtout que la semaine prochaine, il aura la chance de disputer le match «retour» sur son propre terrain probablement au stade Tchaker de Blida, étant donné que celui du 5 Juillet est en travaux avec la pose d'une nouvelle pelouse. Les Rouge et Blanc devraient être quand même très

concentrés sur leur sujet au match retour et faire très attention à cette équipe nigérienne qui reste capable de créer la surprise, au cas où elle trouverait une faille dans la défense du Chabab. Les poulains du duo Bakhti-Sebaâ sont prévenus et doivent faire preuve de vigilance et surtout jouer l'attaque à fond pour remonter le score de l'aller et inscrire au moins deux buts s'ils veulent passer aux seizièmes de finale de la plus prestigieuse des compétitions africaines.

Les matchs «aller» du ce tour préliminaire de la Ligue des Champions ont débuté vendredi. Ils se sont poursuivis samedi

et dimanche, et ils s'achèveront le 19 septembre courant, avec le déroulement du dernier match inscrit à leur programme, et qui mettra aux prises les Guinéens du CI Kamsar aux Ghanéens d'Accra Hearts Of Oak. Un duel initialement prévu ce week-end, en même temps que les autres matchs, et qui fut finalement reporté à dimanche prochain, à cause de la situation politique que traverse actuellement la Guinée. Ainsi, ce match se déroulera en même temps que les matchs «retour» de ce tour préliminaire, programmés par la CAF entre le 17 et le 19 septembre courant.

M. M.

WA Tlemcen

La masse salariale sera réduite à 10 millions de DA

La direction du WA Tlemcen, en bute à des problèmes financiers énormes, a décidé de revoir à la baisse la masse salariale de son équipe première pour la porter désormais à 10 millions de dinars, a-t-on appris dimanche du président de ce club de Ligue 1 de football. Selon Rachid Meliani, dans une déclaration à l'APS, la masse salariale du WAT «ne dépassera pas la saison prochaine les 10 millions de dinars mensuellement», ajoutant qu'il s'agit de la «seule voie pour faire face à la crise financière aigue auquel fait face le club». Les problèmes financiers récurrents du WAT ont failli lui valoir la relégation en Ligue 2 une année seulement après son accession. Cette formation de l'ouest du pays a attendu la dernière journée du championnat de l'exercice 2020-2021 pour assurer son maintien parmi l'élite. «Nous ne devons pas commettre les mêmes erreurs de l'exercice passé lorsque le club

a fixé des salaires en deçà de ses capacités aux joueurs pour se retrouver incapable d'honorer ses engagements», a ajouté Rachid Meliani, en poste depuis quelques mois seulement. Cette situation expose le WAT à des sanctions sportives de la part de la Fédération algérienne de football dès le prochain mercato hivernal, étant donné qu'ils sont quelques 14 joueurs à avoir déjà saisi la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) pour se faire rétablir dans leurs droits. Et avant même que la direction des Zianides ne songe à la meilleure manière pour éviter ces sanctions dans quelques mois, elle s'active actuellement à lever l'interdiction de recrutement dont elle fait l'objet à l'occasion du mercato estival qui a commencé le 6 août dernier. Pour ce faire, elle est dans l'obligation de s'acquitter d'une somme avoisinant les 20 millions de DA représentant les arriérées des salaires de certains de ses joueurs de l'effectif

de l'exercice 2019-2020, a encore expliqué son premier responsable. Il s'agit là d'une condition sine qua non pour parvenir à qualifier les nouvelles recrues du WAT qui sont déjà au nombre de quatre, à savoir, Tizi Bouali (ex-JS Kabylie), Bentoucha (ex-MCB Oued Sly), Amoura (ex-IRB Maghnia) et Bahraoui (ex-JSM Skikda). Evoquant l'effectif de la saison à venir, le président du WAT, qui vient de désigner Kamel Bouhella à la tête de la barre technique de son équipe, a fait savoir qu'il a décidé, en consultation avec le staff technique, de ne retenir que neuf éléments seulement du groupe ayant défendu les couleurs du Widad la saison passée. Les Bleu et Blanc commencent la préparation d'intersaison en fin de semaine en cours. Un stage à Tlemcen est au menu pour affûter les armes en prévision de la prochaine édition du championnat dont le coup d'envoi est prévu au 23 octobre prochain, souligne-t-on.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Selon le Premier ministre

Livraison de plus de 579 500 logements en 2021-2024

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a affirmé, hier à Alger, que le gouvernement comptait livrer plus de 579 500 logements, toutes formules confondues, pendant la période de 2021-2024, lesquels seront réalisés dans le cadre du nouveau programme du président de la République portant la construction d'un million de logements.

Lors de la présentation du Plan d'action du gouvernement (PAG) aux députés de l'APN, le Premier ministre a déclaré qu'« outre le parachèvement et la livraison des programmes en cours de réalisation à savoir 842 823 logements, toutes formules confondues restant des précédents programmes, le gouvernement compte livrer plus de 579 500 logements à distribuer pendant la période 2021-2024 ».

Ces logements seront réalisés dans le cadre du nouveau programme du président de la République portant la construction d'un million de logements, « à même d'améliorer le taux d'occupation des logements

(TOL) d'ici à 2024 ».

Le gouvernement reste déterminé à trouver toutes les réponses idoines en garantissant l'accès du citoyen à un « logement décent », selon des formules adaptées existantes ou à créer, en ciblant en priorité les ménages à faibles revenus et en assurant la justice sociale, a-t-il dit. Le gouvernement s'engage également à intensifier la production de logements, « à mobiliser et à orienter plus efficacement les ressources financières » par la création d'une banque de logement et un organisme de gestion du foncier urbain tout en poursuivant l'éradication totale des bidonvilles.

Le PAG prévoit l'achèvement des programmes publics visant une meilleure alimentation en énergie, à savoir le programme de raccordement de 398 000 foyers en gaz et 112 000 foyers en électricité, ainsi que les autres programmes complémentaires au niveau des villes nouvelles, pôles urbains et zones industrielles, a ajouté le Premier ministre.

T. K.

Béjaïa

24 feux de forêts en deux jours

Quelque 24 feux de forêts ont été déplorés ces dernières 48 heures à Béjaïa, brûlant diverses essences végétales, dont des oliveraies, sans faire de victimes, a annoncé hier, la direction de wilaya de la protection civile.

Ces feux, dont 11 enregistrés dimanche et 13 hier, se sont localisés à l'ouest, notamment dans le massif d'Adekar, précisément dans la zone de Tifra, où plus 8 ha de végétation ont été détruits et au sud, précisément dans la région d'Adjissa relevant

de la circonscription de Beni Maouche, siège de 2,5 ha de dégâts, a-t-on précisé.

Dimanche en fin de journée, tous les foyers d'incendies ont été étouffés et maîtrisés. Mais hier en fin de matinée, plusieurs départs de feux ont de nouveau éclot, notamment dans le massif d'Adekar, a-t-on ajouté, soulignant qu'en début d'après-midi, les foyers restaient toujours en ignition sans toutefois menacer les habitations.

T. K.

Centre du pays

Températures caniculaires sur cinq wilayas

Des températures caniculaires atteignant ou dépassant les 42 degrés affecteront aujourd'hui cinq wilayas du centre du pays, indique hier l'Office national de la météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS). Les wilayas concernées par ce phénomène de niveau de

vigilance Orange, sont Aïn Defla, Tipasa, Blida, Alger et Boumerdès, où les températures atteindront ou dépasseront les 42 degrés Celsius, ajoute la même source, précisant que la validité du BMS s'étalera de 9h à 21h.

T. L.

Mauvaises conditions de vie à Seddouk / Béjaïa

Les habitants du village Zounina protestent

Les habitants du village Zounina commune de Seddouk ont protesté hier contre les autorités locales qui ont tardé à prendre en charge leurs revendications sociales. Ils ont fermé, à la fois, les sièges de l'APC et de la daïra et mis en avant une série de revendications allant de l'alimentation de

leurs foyers en eau potable, le revêtement de route, la voirie, l'aménagement du stade communal, l'électricité et les accélérations des travaux de l'école primaire du village qui devrait accueillir les élèves cette année, entre autres.

Hier également, un autre rassemblement de protestation a



Naâma

Etat stable pour cinq des victimes de la collision entre un bus et un camion

■ Cinq des sept blessés transférés vers l'hôpital des Frères Chenafa à Mecheria (Naâma) qui étaient parmi les victimes de l'accident de la circulation survenu dimanche à Oued Khebaza sur la RN 6 dans son tronçon reliant les deux communes d'El Bayouth à Mecheria, se trouvent dans un état stable, a affirmé une source médicale du même établissement hospitalier.

Par Hakim M.

« Nous avons reçu sept blessés admis vers 17h à l'hôpital, transférés par les éléments de la Protection civile, sachant que tous souffrent de multiples fractures et blessures, notamment au niveau de la tête et d'autres parties du corps et dont certaines ont nécessité des interventions chirurgicales en urgence », a déclaré le Dr Belhaska Lahcene, spécialiste en réanimation au service des urgences de l'hôpital précité.

« Il a été procédé immédiatement à la mobilisation d'un staff médical composé de chirurgiens, de médecins spécialistes et de paramédicaux de l'hôpital des Frères Chenafa et d'autres établissements hospitaliers », a-t-il indiqué avant d'ajouter :

« nous enregistrons actuellement cinq blessé dans un état stable, mais les deux autres blessés sont dans un état critique, car gravement atteints ».

Selon un blessé, un des pneus du semi-remorque aurait éclaté juste avant sa collision avec le bus.

« J'étais assis à l'avant du bus (de Saïda vers la commune de Boussemghoune dans la wilaya d'El Bayadh) à la droite du chauffeur.

Sur le tronçon reliant les communes d'El Bayadh et de Mecheria, nous avons remarqué qu'un des pneus du semi-remorque arrivant en sens inverse avait éclaté, faisant perdre au chauffeur le contrôle du véhicule qui nous a percutés violemment sur le côté gauche », a-t-il dit.

Le wali de Naâma, Derradji Bouziane a donné des instruc-

tions pour la prise en charge des blessés et leurs familles, y compris à travers un accompagnement psychologique.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présenté ses sincères condoléances aux familles des victimes.

« Quelle douloureuse épreuve pour l'Algérie que de perdre ses enfants dans de sinistres accidents, tel celui survenu à Oued Khebaza à Naâma », a tweeté le Président Tebboune.

L'accident qui a fait 13 morts et sept blessés est intervenu suite à une collision entre un camion et un bus de transport des voyageurs activant sur la ligne Sidi Bel Abbès-Boussemghoune (wilaya d'El Bayadh), sur la RN 6, au lieu-dit Oued Khebaza (20 km au nord de la ville de Mecheria).

H. M.

assurer six rotations par jour entre la gare routière et le pôle urbain Ighzer Ouzarif. Avant-hier, c'étaient les habitants des villages Ifrane, Bouhitem et Tala Hiba qui ont fermé le siège de l'APC afin de réclamer l'amélioration de l'alimentation en eau potable.

Hocine Cherfa